

Le renouveau par l'École...

Face à la violence, essayons l'éducation...

Philippe Meirieu¹

Les récentes déclarations de Ségolène Royal sur la sécurité, la délinquance et l'utilisation de l'armée pour traiter les jeunes en situation de rupture ont créé un certain émoi dans la classe politique et suscité l'adhésion de la majorité des Français. Voilà qui est plutôt bon signe. Dans un débat idéologique où chacun se caricature souvent lui-même, il est toujours intéressant de faire bouger les lignes : cela alimente la réflexion sur les questions de fond et permet de sortir des scénarios écrits à l'avance... Certes, c'est, pour la candidate à la candidature, un beau coup politique, mais je la crois sincère, soucieuse de lutter contre une insécurité qui frappe, d'abord, les plus fragiles, et profondément convaincue que ses propositions contribueront à réintégrer une partie des jeunes aujourd'hui abandonnés. Par ailleurs, même si je résiste aux images d'Épinal sur le caractère formateur de la discipline virile, je n'ai rien d'un anti-militariste primaire. Je crois que Valmy fut un acte fondateur pour la Nation ; je sais que l'armée a eu un rôle important d'intégration sociale. Et je condamne la suppression par Jacques Chirac, sans aucune alternative, du service militaire obligatoire : démagogique et irresponsable, cette décision aurait dû, *a minima*, être accompagnée de la mise en place d'un véritable service civil attractif, d'une relance massive de l'Éducation populaire et d'une réflexion sur la place de l'École – et, en particulier, du lycée – dans la construction du « vivre ensemble ». Il ne faut donc pas faire de mauvais procès à Ségolène Royal... Il faut, néanmoins, replacer ses propos dans le contexte politique et social actuel afin d'en éclairer les enjeux.

Sauf à imaginer la réplique – à l'identique ou inversée – de la situation de 2002, il est probable que ce qui départagera les deux finalistes, lors des prochaines échéances électorales, ce sont les voix de la « classe moyenne ». Entendons par là les ménages dont les revenus salariaux se situent entre 3000 et 6000 euros par mois. Or cette classe

¹ Professeur des universités. Dernier livre paru : *Lettre à un jeune professeur* (ESF - France Inter), <http://www.meirieu.com>

moyenne, qui a milité depuis un demi-siècle, pour la démocratisation de l'institution scolaire, a, pour l'essentiel, ce qu'elle voulait. Ses enfants sont massivement scolarisés dans les lycées d'enseignement général et, en utilisant quelques stratégies de complément (comme le *zapping* scolaire ou les officines de soutien privé), elle tire assez bien son épingle du jeu. Elle est prête à se mobiliser pour exiger moins de précarité pour ses enfants lors de leur entrée dans la vie professionnelle (elle l'a, d'ailleurs, exprimé récemment lors de la crise du CPE), mais elle préférerait que la démocratisation de l'École s'arrête là : « Pourquoi payer plus d'impôts pour intégrer des lascars qui risquent de venir déranger, voire racketter, nos propres enfants ? D'autant plus que nous payons déjà pour les allocations familiales et le RMI de leurs parents ? Et qu'il est clair que les progrès à réaliser, aujourd'hui, sur les quinze à vingt pour cent d'enfants en grand échec scolaire vont coûter très cher ? ».

Évidemment, personne, officiellement, en dehors de l'extrême droite, ne tient un tel discours. Mais le silence assourdissant lors de l'abaissement par le gouvernement actuel de l'âge de la scolarité obligatoire en dit long sur l'impensé de la classe moyenne : « La démocratisation de l'École, c'est fini ! Boutons maintenant dehors ceux et celles qui mettent nos acquis en péril ! » C'est pourquoi il faut se méfier de la portée subliminale de propositions comme celle de confier les primo-délinquants à l'armée. Tout porte à croire que, quoi qu'ait voulu dire Ségolène Royal, ce qu'ont entendu les Français, c'est : « Confions donc les lascars à l'armée... Au moins, comme cela, ils ne seront pas dans les classes avec nos enfants ! Et, tant qu'à faire, mettons-les donc dans l'entreprise avant, pour que nos collègues retrouvent leur calme ! »

Est-ce à dire que cette classe moyenne – dont, bien évidemment, les enseignants font partie – est condamnée à l'égoïsme et devrait, selon une analyse marxiste sommaire, restée rivée à ses privilèges ? Nullement ! D'abord, parce que les événements de novembre dernier ont bien montré à quel point il pouvait être dangereux, pour une société, de laisser ainsi, à la marge et sans avenir, une partie de sa jeunesse. Ensuite, parce que notre pays a exprimé, à plusieurs reprises, sa capacité à dépasser les intérêts catégoriels d'une classe sociale, même majoritaire, au nom de ses valeurs républicaines : nous avons ainsi fait l'expérience de l'extraordinaire richesse de la mixité sociale, dès lors qu'elle est portée par un projet fort. Enfin, parce qu'on ne peut pas complètement désespérer de la générosité d'un peuple qui, mobilisé par des hommes et des femmes politiques visionnaires, finira bien par comprendre qu'« une chaîne vaut ce que vaut son maillon le plus faible ».

Mais, pour cela, la France a besoin d'un vrai projet éducatif. Elle le construira en pariant sur l'éducabilité de tous les jeunes... en se proposant de faire acquérir à chacun le goût de la culture et non simplement les savoirs fonctionnels d'un hypothétique « socle commun »... en s'attaquant sérieusement aux inégalités par une modulation de la dotation à tous les établissements (y compris les établissements privés) en fonction des difficultés des familles qui y sont scolarisées... et en misant sur une vraie politique de prévention, de la petite enfance à l'adolescence et au-delà.

Il faut en finir avec ce comportement insupportable de nos élites qui sont revenues de tout sans jamais y être allé. Disons le une bonne fois pour toutes : malgré Jean Zay et le Plan Langevin Wallon, malgré la loi d'orientation de 1989, une éducation scolaire vraiment démocratique associée à une politique culturelle, sportive, associative et professionnelle favorisant massivement l'intégration des jeunes dans la Cité... on n'a jamais vraiment essayé sur la durée ! Il est temps de s'y mettre : de penser un service public de la petite enfance au plus près des besoins des familles, d'apporter aux enseignants du premier degré l'aide dont ils ont besoin pour faire travailler des élèves que l'agitation sociale ambiante rend de moins en moins capables de se concentrer sur quoi que ce soit. Il est temps de penser un collège délivré de la bureaucratie, avec des petites structures encadrées par des équipes cohérentes. Il est temps, aussi, d'imaginer un même lycée pour tous les jeunes, avec une même qualité d'enseignement, une même ouverture culturelle et une même reconnaissance pour les voies générales, technologiques et professionnelles. Il est temps, enfin, de remettre en selle et au premier plan l'Éducation populaire, de susciter et d'aider toutes les initiatives qui permettent aux jeunes d'apprendre à vivre et à travailler ensemble, ainsi qu'avec les autres générations...

Bref, la gauche a un beau chantier devant elle. Et, sans doute, un bel avenir aussi. À condition qu'elle ose dire : « Face à la violence, essayons l'éducation. C'est là notre vocation et c'est sur ce terrain que nous pourrions susciter l'espérance et créer le renouveau dont notre pays a besoin. »